

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 21/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 AIX EN PROVENCE

Nos réf. : D-0064-AIX-2023

Code AIOT : 000-6401122 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 AIX EN PROVENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 22 novembre 2021 afin de respecter les VLE pour le paramètre SO₂ dans les rejets atmosphériques des moteurs et torchères.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 AIX EN PROVENCE
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de valorisation ou/et destruction de biogaz présents sur le site sont les moteurs

biogaz et les torchères).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du respect des prescriptions de l'APMD du 22/11/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques des 2 torchères	AP de Mise en Demeure du 22/11/2021, article 1 alinéa 1	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques des 3 moteurs	AP de Mise en Demeure du 22/11/2021, article 1 alinéa 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté ministériel combustion Enregistrement - rubrique 2910 - du 3 août 2018, a fixé des seuils de polluants dans les rejets gazeux plus sévères qu'auparavant, notamment pour les oxydes d'azote (NOx) et le dioxyde de soufre (SO₂). Des travaux ont été effectués par l'exploitant sur les moteurs en 2020 pour limiter les émissions de NOx, afin de rester conforme aux valeurs limites d'émission (VLE) imposées par la réglementation.

Cependant, l'application des valeurs seuils en SO₂ nécessite des installations supplémentaires. En effet, en 2020 et 2021, la concentration en SO₂ en sortie des trois moteurs était comprise entre 150 et 250 mg/Nm³ (pour une VLE fixée à 60 mg/Nm³), et celle des torchères supérieure à 300 mg/Nm³ (qui correspond à la VLE).

Suite à l'arrêté de mise en demeure du 22 novembre 2021, il a été décidé de mettre en place une solution de filtration du biogaz, avant son entrée dans les dispositifs de valorisation et de torchage, afin de réduire les teneurs en polluants des émissaires.

Les concentrations ainsi obtenues montrent l'efficacité de cette filtration primaire qui permet d'obtenir des valeurs conformes à la réglementation et au respect de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques des 2 torchères

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2021, article 1 alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution SO ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013, relatif aux rejets atmosphériques des 2 torchères, spécifiquement, les valeurs en concentration du composant SO ₂ (dioxyde de soufre) doivent être inférieures à la valeur limite d'émission (VLE) de 300 mg/Nm ³ .
Constats : La Métropole a fait réaliser des prélèvements le 21 novembre 2022 des rejets atmosphériques de la torchère BG 500. Au regard des analyses des concentrations, l'ensemble des paramètres des gaz respecte les valeurs limites de rejet, notamment pour le SO ₂ : 20,13 mg/Nm ³ , concentration bien inférieure à la VLE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques des 3 moteurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2021, article 1 alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution SO ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 60 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, relatif aux rejets atmosphériques des 3 moteurs, spécifiquement, les valeurs en concentration du composant SO ₂ (dioxyde de soufre) doivent être inférieures à la valeur limite d'émission (VLE) de 60 mg/Nm ³ .
Constats : La Métropole a fait réaliser des prélèvements le 26 septembre 2022 pour les rejets atmosphériques des moteurs N° 2 et 3 et le 10 octobre 2022 pour le moteur N°1. Au regard des analyses des concentrations, l'ensemble des paramètres des gaz respecte les valeurs limites de rejet, notamment pour le SO ₂ respectivement pour les moteurs 1, 2 et 3 : 4,22 mg/Nm ³ , 22,1 mg/Nm ³ et 17,2 mg/Nm ³ , concentrations bien inférieures à la VLE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet